



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2026/ICPE/012 portant transfert de l'autorisation d'exploiter
la carrière d'argile du Tertre Rouge située sur la commune de Saint-Aubin des Châteaux
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société HERVE à Saint-Aubin-des-Châteaux**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.516-1, R.516-1 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mai 1999 autorisant la société CARBORUNDUM-FRANCE à exploiter la carrière d'argile du Tertre Rouge sur la commune de Saint-Aubin des Châteaux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2001 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située sur la commune de Saint-Aubin des Châteaux à la société BNZ SA ;

Vu la demande en date du 23 décembre 2025 par laquelle la société HERVE, dont le siège social est situé Route d'Ancenis – 44 670 JUIGNE-DES-MOUTIERS, a sollicité le transfert de l'autorisation d'exploiter à son profit ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 14 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société HERVE le 15 janvier 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 2 février 2026 ;

Considérant que le changement d'exploitation d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale préalable ;

Considérant que la société HERVE dispose des capacités techniques et financières qui lui permettent d'exploiter la carrière d'argile du Tertre Rouge sur la commune de Saint-Aubin des Châteaux et d'en assurer la remise en état ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. TRANSFERT DE L'AUTORISATION D'EXPLOITATION

Article I.1. Exploitant

L'autorisation d'exploiter la carrière d'argile du Tertre Rouge sur la commune de Saint-Aubin des Châteaux délivrée par arrêté préfectoral du 7 mai 1999, pour une durée de 30 ans à la société CARBORUNDUM-FRANCE, est transférée à la société HERVE, SIRET 863 800 736 00150, dont le siège social est situé Route d'Ancenis – 44 670 JUIGNE DES MOUTIERS.

Article I.2. Prescriptions

Les prescriptions et les obligations définies dans l'arrêté-préfectoral du 7 mai 1999 sont applicables au nouvel exploitant.

Article I.3. Garanties financières

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société HERVE adresse à la préfecture de la Loire-Atlantique (direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières) les justificatifs de la constitution de garanties financières pour un montant correspondant aux frais de remise en état pendant la période quinquennale en cours. Le montant devra être actualisé pour tenir compte de l'évolution de la TVA et de l'indice TP01 selon les modalités définies à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09/02/2004 susvisé.

TITRE II. MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Article II.1. Tableau de classement

Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 7 mai 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime*
2510-1	Exploitation de carrière	Emprise totale du site : 115 163 m ²	A
2515-1-b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Puissance installée : 45 kW	D

une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article III.4. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Saint-Aubin des Châteaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 06 FEV. 2026

**LE PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis,**


Marc MAKHLOUF

2516-1	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de transit étant : Supérieure à 25 000 m ³	Volume : 25 000 m ³	E
--------	---	--------------------------------	---

* A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D: Déclaration.

TITRE III. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

Article III.1. Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

Article III.2. Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article III.3. Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Aubin des Châteaux et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Aubin des Châteaux, pendant